



RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

MARCHE 24-815 - CT RENFORCEMENT DE SURETE PERIMETRIQUE - FORT DE FRANCE

N° D'AFFAIRE : C24174530 N° CHRONO : 2 N° VERSION : A ANNULE ET REMPLACE LE RAPPORT N° 1 DU 23/10/2024	CE RAPPORT A ETE VALIDE PAR LE CHARGE D'AFFAIRE LE 26/11/2024 SIGNATURE FAURIE Remi	CHANTIER PALAIS DE JUSTICE FORT DE FRANCE BD DU GENERAL DE GAULLE 97200 FORT DE FRANCE	 SANS OBSERVATIONS
--	---	--	--

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant ces existants.

PS - Sont exclus de la prestation (sauf dispositions particulières) :

- Les éléments non structuraux au sens de l'eurocode 8 qui ne sont pas explicitement visés par les dispositions réglementaires de l'arrêté du 22 octobre 2010 modifié tels que : éléments de fixations des meubles lourds et des bibliothèques supportés par des planchers, les signalisations et panneaux d'affichage etc...
- L'examen des dispositions techniques de nature à permettre le maintien en exploitation de certaines parties de bâtiment après le séisme, notamment les bâtiments de catégorie d'importance IV selon l'arrêté du 22 octobre 2010 modifié.

SEI - Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isolements et les intercommunications ;
- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des

rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

Suivi des versions du rapport

Version	Synthèse des versions du rapport	N° chrono
1	Création du document	1
2	Mise à jour CCTP - étanchéité	2

Ce rapport annule et remplace le rapport N°1 du 23/10/2024

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	5
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	6
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	7
4. SYNTHESE DES AVIS	8
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	9
6. DOCUMENTS EXAMINES	18
7. DIFFUSION	18

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

MARCHE 24-815 - CT RENFORCEMENT DE SURETE PERIMETRIQUE
CONTROLE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 10/10/2024

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : 10/10/2024
- Montant prévu des travaux : 550 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 10 mois

Classement réglementaire :

- ERP de 2ème catégorie : L , W

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE
LA JUSTICE
PALAIS DE JUSTICE FORT DE FRANCE
97200 FORT DE FRANCE

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :
Bureau : Public, administrations

Travaux de renforcement de sureté périmétrique de la cour d'appel de Fort-de-France

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX

Renforcement de sureté périmétrique selon marché 24-815

3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION

3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES

Dans le cadre de la contribution à la prévention des aléas techniques inhérents au projet, nous restons à la disposition du Maître d'ouvrage pour étudier des missions complémentaires non prévues au contrat de contrôle technique.

4. SYNTHESE DES AVIS

4.1 PAR OUVRAGE

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique nos avis sur ouvrage dans le cadre des missions confiées



ENVIRONNEMENT ET GEOGRAPHIE

Dispositions générales	■
Contraintes climatiques	■
Contraintes sismiques	■



PARVIS

Dispositions générales	■
------------------------	---



STRUCTURE METALLIQUE

Dispositions générales	■
------------------------	---



ETANCHEITE

Reprise étanchéité façade	■
---------------------------	---



Dispositions générales

5. AVIS AU STADE CONCEPTION

5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

5.2 Avis sur les ouvrages

OUVRAGES/LOCALISATIONS	Code Avis	AVIS	
ENSEMBLE DU BATIMENT / TOUS LES OUVRAGES			
ENVIRONNEMENT ET GEOGRAPHIE			
Dispositions générales	F		
Contraintes climatiques	F		
Contraintes sismiques	F		
Contraintes d'exploitation	HM	N°O4 - 1	L'avis sur les ouvrages d'un effort engendré par un mouvement de foule des personnes ne peut pas être formulé dans le cadre de nos missions de contrôle technique (absence de référentiel réglementaire). Cependant, la valeur de cet effort pourrait être prise en considération pour la conception de l'ouvrage.
VRD			
PARVIS			
Dispositions générales	F		
STRUCTURE			
STRUCTURE METALLIQUE			

OUVRAGES/LOCALISATIONS	Code Avis	AVIS
Dispositions générales	F	
FACADES		
ETANCHEITE		
Reprise étanchéité façade	F	CCTP Lot Unique – CHARPENTE – SERRURERIE - n°CCTP Lot Unique - ind Ind 04 – Novembre 2024 N°O7 - 2 CCTP à jour
PORTAIL		
Dispositions générales	F	

5.3 Avis sur exigences réglementaires - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC - Art. GN	SO

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIERES CATEGORIES - Art. GE	SO
CONSTRUCTION APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIERES CATEGORIES - Art. CO	SO
AMENAGEMENTS INTERIEURS, AGENCEMENT PRINCIPAL ET MOBILIER - Art. AM	SO
DESENFUMAGE - Art. DF	

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
	SO
CHAUFFAGE, VENTILATION, REFRIGERATION, CLIMATISATION, CONDITIONNEMENT D'AIR ET INSTALLATION D'EAU CHAUDE SANITAIRE - Art. CH	SO
INSTALLATIONS AUX GAZ COMBUSTIBLES ET AUX HYDROCARBURES LIQUEFIES - Art. GZ	SO
INSTALLATIONS ELECTRIQUES - Art. EL	SO

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
ECLAIRAGE - Art. EC	SO
ASCENSEURS, ESCALIERS MECANQUES ET TROTTOIRS ROULANTS DANS LES ERP DU 1er GROUPE - Art. AS	SO
INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINES A LA RESTAURATION - Art. GC	SO

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE - Art. MS SO	
MESURES APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS (TYPE L) - Art. L1 à 18 SO	
MESURES APPLICABLES AUX SALLES (TYPE L) - Art. L18 à 35 SO	
MESURES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE PROJECTION ET AUX EQUIPEMENTS TECHNIQUES DE REGIE - Art. L36 à 48	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	SO	
MESURES APPLICABLES AUX ESPACES SCENIQUES (TYPE L) - Art. L49 à 79	SO	
MESURES APPLICABLES AUX LOCAUX ANNEXES (TYPE L) - Art. L80 à 85	SO	
ADMINISTRATIONS, BANQUES, BUREAUX (TYPE W) - Art. W	SO	

EXIGENCES/LOCALISATION

AVIS



6. DOCUMENTS EXAMINES

Nous avons examiné les documents suivants pour établir les avis du présent rapport.

AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Réf ou n°	Indice	Intitulé du document	Reçu le
CCTP Lot Unique	Ind 04 – Novembre 2024	CCTP Lot Unique – CHARPENTE – SERRURERIE	26/11/2024

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE
Mathieu LAFITTE
mathieu.lafitte@apij-justice.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :

Benoit Dumont Architecture
benoit_dumont@outlook.fr

GILLES BOUCHEZ Architecture
gba@gillesbouchezarchitecture.com